



Présidence
Direction générale
des services

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AVIGNON UNIVERSITE

SEANCE DU 18 FEVRIER 2020

Affaire suivie par

Samuel Priso-Essawe
Vice-président du Conseil
d'administration

Téléphone

+33 (0)4 90 16 25 25

Courriel

Vice-president-ca@univ-avignon.fr

AVIGNON UNIVERSITE

Campus Hannah Arendt

74 rue Louis Pasteur
84 029 Avignon cedex 1
www.univ-avignon.fr

Le 18 février 2020 à 14h30, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement. Madame Magali PEREZ, représentant Monsieur le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), était présente.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

M^{me} Magali PEREZ, Assistante du contrôleur administratif et financier, représentant le Recteur de la Région académique PACA

Collège A

M^{mes} et MM. LE FRIANT, LEFEVRE, BLANKE, GIMELLO-MESPLOMB

Collège B

M^{mes} et MM. ELLERKAMP, RAULT, LUNARDELLI, DURAND, WENZEL

Collège BIATSS

M^{mes} POITEVIN, ANDRE

Collège ÉTUDIANT

M^{me} et M. TEITGEN, WIDENDAELE

Collège Personnalités Extérieures

M^{me} et M. NABOT (INRAE), CAILLE (Syndicat des métaux de Marseille),

REPRÉSENTÉ.E.S

M^{mes} et MM. CASTELNUOVO (procuration à M^{me} LE FRIANT), MACE-BARBIER (procuration à M^{me} RAULT), BERNARD (procuration à M^{me} ANDRE), ZAAFOUR (procuration à M. WIDENDAELE), BEUCHÉ-MOREL (procuration à M. NABOT), SANTONI (procuration à M. ELLERKAMP), FAURE (procuration à M. ELLERKAMP), REBMEISTER (procuration à M^{me} LE FRIANT)

ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S

MM. COSTA, BERRAG, DIONE, BISSIERE, GONTARD

PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, excusé

M. BOUBERTEKH, Directeur Général des Services (DGS), présent

M. HOUZIEL, Agent comptable, présent

M. VACARIS, Président du Grand Avignon, excusé

INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S

M. BOURDAGEAU, Directeur des Ressources Humaines (DRH), Adjoint au DGS

M^{me} FALKERT, Doyenne de l'UFR Arts, Lettres et Langues (ALL)

M. MAILLIET Jean-Michel, Responsable administratif du Service de la Formation Tout au Long de la Vie (SFTLV)

M. MARNEFFE, Directeur des Finances, des Achats et du Contrôle Interne (DFACI), Adjoint au DGS

M. MARREL, Doyen de l'UFR Droit, Economie, Gestion (DEG)

M^{me} MAUBERNARD Corinne, Adjointe au Directeur de la Bibliothèque universitaire

M^{me} PORTAL, Assistante de direction

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 18 février 2020**

1. Informations générales communiquées par le Président
2. Approbation des procès-verbaux de séance du Conseil d'administration
 - 2.1 Réunion du 22 octobre 2019
 - 2.2 Réunion du 21 janvier 2020
3. Affaires financières :
 - 3.1 Information relative aux remises gracieuses et aux admissions en non-valeur autorisées par le Président au titre de l'année 2019
 - 3.2 Création d'un dispositif d'intervention sociale d'urgence au profit des étudiants, mobilisable en cas d'impossibilité de fonctionnement des mécanismes ordinaires
4. Ressources humaines :
 - 4.1 Présentation du bilan des formations professionnelles au titre de l'année 2019 pour information
 - 4.2 Approbation du Plan universitaire de formation (PUF) au titre de l'année 2020
5. Formation
 - 5.1 Approbation de l'avenant n°2 à la convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et l'Association pour le Développement du Télétravail et du Temps partagé (A2T) au titre de l'année universitaire 2019-2020
 - 5.2 Approbation de la convention de coopération conclue entre Avignon Université et la Direction interrégionale des services pénitentiaires PACA/Corse (DISP) au titre des années universitaires 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022
6. Approbation du projet de calendrier d'ouverture et de fermeture de l'établissement au titre de l'année universitaire 2020-2021
7. Questions diverses
 - Délais de rémunération des étudiants vacataires

Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 28

Membres présents : 15

Membres suppléés : 8

Membres absents et non suppléés : 5

1. Informations générales communiquées par le Président

2. Approbation des procès-verbaux de séance du Conseil d'administration

2.1 Réunion du 22 octobre 2019

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (6 abstentions)

2.2 Réunion du 21 janvier 2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

3. Affaires financières :

3.1 Information relative aux remises gracieuses et aux admissions en non-valeur autorisées par le Président au titre de l'année 2019

⇒ Pour information du Conseil d'administration

3.2 Création d'un dispositif d'intervention sociale d'urgence au profit des étudiants, mobilisable en cas d'impossibilité de fonctionnement des mécanismes ordinaires.

⇒ Pour information du Conseil d'administration

4. Ressources humaines :

4.1 Présentation du bilan des formations professionnelles au titre de l'année 2019 pour information

⇒ Pour information du Conseil d'administration

4.2 Approbation du Plan universitaire de formation (PUF) au titre de l'année 2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5. Formation

5.1 Approbation de l'avenant n°2 à la convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et l'Association pour le Développement du Télétravail et du Temps partagé (A2T) au titre de l'année universitaire 2019-2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5.2 Approbation de la convention de coopération conclue entre Avignon Université et la Direction interrégionale des services pénitentiaires PACA/Corse (DISP) au titre des années universitaires 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6. Approbation du projet de calendrier d'ouverture et de fermeture de l'établissement au titre de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (2 absents)

7. Questions diverses

- Délais de rémunération des étudiants vacataires

Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

1. Informations générales communiquées par le Président

Le Président accueille Madame Magali Perez, Assistante du contrôleur administratif et financier du Rectorat de l'Académie d'Aix-Marseille, qui remplace Madame Catherine Carbone en la présente séance afin de représenter Monsieur le Recteur de la Région académique PACA, Chancelier des universités.

Nomination du Recteur délégué pour l'enseignement supérieur, la Recherche et l'Innovation (ESRI) de la Région académique PACA : le Président informe les membres du Conseil d'administration (CA) de la nomination en Conseil des Ministres du 5 février 2020 de Monsieur Philippe Dulbecco en qualité de Recteur délégué pour l'ESRI de la Région académique PACA. Interlocuteur privilégié de l'établissement, le Recteur délégué est déjà bien au fait de la situation d'Avignon Université et sera reçu très prochainement par l'équipe de direction.

Loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) : l'avant-projet de loi sera diffusé à la mi-avril 2020. Il semble acquis que les questions relevant du Conseil national des universités (CNU), des qualifications ou du statut comme la référence aux 192 heures soient sorties du projet. Ce projet de loi de programmation se projette sur une décennie et vise à atteindre les 3% du PIB en matière de financement de la recherche en France. Le Président adopte une position neutre à l'égard de cette loi de programmation, néanmoins ce projet laisse entrevoir des possibilités non négligeables en matière de financement mais également en termes de revalorisation et d'attractivité des carrières.

Déplacement de Madame la Ministre de l'ESRI en région : la Ministre de l'ESRI, Madame Frédérique Vidal, doit se rendre très prochainement en région afin de s'entretenir avec les acteurs de la recherche. Un appel sera lancé en interne auprès des doyens et des directeurs de laboratoire afin de constituer une délégation de six à huit représentants d'Avignon Université qui pourront prendre part à cette rencontre et interpeler la Ministre sur les problématiques majeures rencontrées par les composantes et les laboratoires.

Dialogue stratégique et de gestion : le Rectorat, pour le compte de l'État, a lancé la seconde phase du dialogue stratégique et de gestion. Cette seconde phase repose davantage sur l'accompagnement des projets de l'établissement tels qu'ils sont définis dans le contrat d'établissement et qui découlent des évaluations du Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (HCERES). Il s'agira de financements à court terme, sur un an éventuellement reconductibles sur deux ou trois ans, orientés sur les projets d'équipements déjà budgétés dans le Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI), tels que de nouveaux systèmes d'information, mais en aucun cas sur de la masse salariale. Tous les projets qui pourront être financés par ce canal libéreront des fonds du PPI qui pourront être réfléchés après discussion en CA sur d'autres projets stratégiques de l'établissement.

Cartographie des emplois : sur la sphère pédagogique, l'université engage un travail qui relève d'une grande attente, le retour au cœur de métier et la clarification des tâches et des responsabilités (secrétariats pédagogiques, responsables de formation, vice-doyens aux études...). En parallèle, la DRH s'attèle à la question de la cartographie des emplois qui sera un préalable à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC). Ce travail qui s'étalera sur environ deux années avec différents paliers, permettra de simplifier les procédures, de clarifier les fiches de poste et les responsabilités afin que chacun, personnels BIATSS comme enseignants-chercheurs, puisse se recentrer sur son cœur de métier et sa spécialité avec l'objectif ultime de récupérer un peu de temps de recherche.

Réseau des assistants de prévention : le réseau des assistants de prévention d'Avignon Université est aujourd'hui constitué et compte une quarantaine de membres. Un groupe de travail étudie actuellement la question de la revalorisation indemnitaire de ces assistants de prévention au regard de la réalité des charges, de leurs responsabilités et de leur investissement.

2. Approbation des procès-verbaux de séances du Conseil d'administration

2.1 Réunion du 22 octobre 2019

Le Président invite les membres du CA à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la réunion du Conseil du 22 octobre dernier (*cf. annexe point 2.1*).

Prenant la parole, Monsieur Samuel Priso-Essawe, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA), précise qu'il s'agit du procès-verbal de la dernière séance du Conseil précédant le renouvellement des conseils centraux qui n'a pas pu être approuvé du fait des élections mais qui doit formellement être soumis au vote du CA avant d'être rendu public.

A défaut d'observation, le Président soumet le procès-verbal du CA en date du 22 octobre 2019 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (6 abstentions)**

2.2 Réunion du 21 janvier 2020

Le Président invite les membres du CA à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la réunion du Conseil du 21 janvier dernier (*cf. annexe point 2.2*).

A défaut d'observation, le Président soumet le procès-verbal du CA en date du 21 janvier 2020 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3. Affaires financières :

3.1 Information relative aux remises gracieuses et aux admissions en non-valeur autorisées par le Président au titre de l'année 2019

La parole est donnée à Monsieur Gérard Houziel, Agent comptable, pour la présentation de ce point.

Monsieur Houziel présente les procédures applicables aux remises gracieuses et aux admissions en non-valeur.

Les remises gracieuses sont accordées sur des critères sociaux en fonction de grilles prédéfinies.

En ce qui concerne les admissions en non-valeur, Monsieur Houziel rappelle que toute dette fait l'objet d'une procédure de recouvrement par l'Agent comptable pour le compte de l'établissement (règle des 90 jours) : lettre de relance au bout de 30 jours, mise en demeure à 60 jours puis recouvrement forcé (saisie à tiers détenteur, huissier) après 90 jours.

Si la dette est inférieure à 160,00 €, le coût de l'action engagée est considéré comme étant supérieur à celui de la dette. Elle est, de ce fait, admise en non-valeur.

Au-delà de 160,00 €, l'Agent comptable demande l'autorisation au Président d'engager la procédure de recouvrement forcé auprès de l'huissier. Dans le cas où l'huissier se trouve face à un débiteur en situation d'irrecouvrabilité, la dette est interrompue d'un point de vue du comptable et est admise en non-valeur.

Sur l'année universitaire 2019-2020, le Président a accordé 857,00 € de remises gracieuses. 24 835,84 € ont été admis en non-valeur, dont 15 700 € ont été soumis au vote du CA le 25 juin 2019 (*cf. annexe point 3.1*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Frédéric Gimello-Mesplomb constate qu'un certain nombre de remises gracieuses et d'admissions en non-valeur porte sur des droits d'inscription et des frais pédagogiques émanant du Service de la Formation Tout au Long de la Vie (SFTLV). Il demande si des statistiques sont réalisées en ce qui concerne les conventions avec les établissements étrangers et les droits d'inscription différenciés.

Le Président précise que le CA de l'université, comme la majorité des autres établissements, a approuvé l'exonération de la partie différenciée des droits d'inscription, dans la limite du droit du Président à exonérer jusqu'à 10% de l'effectif étudiant ; sachant qu'à l'université d'Avignon, environ 50% des étudiants sont boursiers et donc dispensés de droits d'inscription, le potentiel des 10% ne s'applique ainsi qu'aux 50% des étudiants restants.

Indépendamment de ces droits différenciés, Avignon Université est liée par des conventions d'accueil et des accords-cadres internationaux. Les étudiants qui sont en mobilité dans le cadre de ces accords peuvent bénéficier de dispense des droits d'inscription.

Concernant les étudiants de la FTLV, il s'agit plutôt d'exonérations dues à des problématiques sociales.

Enfin, il arrive également que des exonérations totales soient consenties aux étudiants préparant le Diplôme Universitaire d'Études Françaises (DUEF) qui ont un statut de réfugié politique ou économique.

Reprenant la parole, l'Agent comptable précise que toutes les écritures comptables relatives à l'exonération des droits différenciés seront présentées plus en détail le 10 mars prochain à l'occasion de la présentation du compte financier.

Madame Sandra Poitevin demande des précisions sur les deux admissions en non-valeur d'un montant de 5 700 € et 10 000 €. Monsieur Houziel précise que ces deux dossiers ont fait l'objet d'un vote du Conseil le 25 juin 2019. Ne disposant pas de l'historique des dossiers au cours de la séance, il propose que les notes de présentation soient jointes au présent procès-verbal (*cf. annexes point 3.1*).

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

3.2 Création d'un dispositif d'intervention sociale d'urgence au profit des étudiants, mobilisable en cas d'impossibilité de fonctionnement des mécanismes ordinaires

Le VP CA informe que ce point a évolué depuis l'établissement de l'ordre du jour de séance.

La Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU) n'ayant pas pu se tenir, les dossiers soumis à la Commission FSDIE sont restés en attente. Le fonds FSDIE recueille à la fois des demandes de subventions des associations étudiantes mais également des demandes d'aides individuelles d'étudiants en difficulté. Il était donc indispensable de tenir compte de la situation particulière des aides individuelles et trouver une solution afin de ne pas laisser des étudiants dans des situations de précarité.

Dans ce contexte, l'hypothèse de la création d'un fonds indépendant du FSDIE a été émise pour gérer ces situations d'extrême urgence qui auraient été signalées par l'assistante sociale.

Depuis, des discussions ont été engagées avec le CROUS qui a accepté la proposition du Président consistant à prendre en charge la gestion de ces demandes d'aides jusqu'à la reprise opérationnelle de la Commission FSDIE et de la CFVU. Ces dossiers de demandes d'aides individuelles des étudiants soumis initialement au FSDIE seront traités hebdomadairement par le CROUS. Avec la collaboration du CROUS, la création d'un fonds d'urgence exceptionnel n'a plus lieu d'être.

La parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Gabin Widendaele tient à rappeler que les associations étudiantes jouent un rôle actif sur le plan de la précarité des étudiants (distribution de paniers alimentaires en lien avec des associations humanitaires notamment) et que n'étant pas éligibles à ce dispositif du CROUS, elles ne pourront pas continuer à mener à bien leurs actions à défaut de financement FSDIE.

Le VP CA indique que la volonté de l'université n'est pas de se substituer à la Commission FSDIE, mais de pallier les situations d'urgence signalées par l'assistance sociale sans passer par les procédures habituelles tant que le circuit normal n'est pas opérationnel.

Monsieur Widendaele souligne le fait que la vie associative est en grande souffrance et que certaines associations ne pourront pas survivre ; conscient des efforts qui ont été faits, il pense que des blocages subsistent. Le Président précise que lorsque les étudiants élus à la CFVU seront prêts, un calendrier de rattrapage accéléré leur sera proposé pour résorber très rapidement le retard.

Madame Romane Teitgen demande si le dispositif d'urgence du CROUS va perdurer jusqu'à la reprise du fonctionnement de la Commission FSDIE et de la CFVU et s'il y a la possibilité que des associations étudiantes puissent passer par ce dispositif, notamment en ce qui concerne le projet de lutte contre la précarité étudiante mené par Inter'asso et la FAGE au national.

Le VP CA rappelle que l'objectif de l'établissement n'est pas de se substituer à la Commission FSDIE qui traite des demandes de subventions des associations étudiantes, les montants engagés ne sont pas du même ordre que les montants des demandes d'aides individuelles et le canal d'appréciation est différent.

Le dispositif d'urgence ne peut être mobilisé que pour répondre aux demandes d'aides individuelles signalées par l'assistante sociale tant que la CFVU ne peut être opérationnelle. L'appréciation des dossiers de subventions des associations relève des prérogatives des étudiantes et étudiants qui composent la Commission FSDIE et ce dispositif n'a pas vocation à se substituer à ces prérogatives.

Madame Teitgen demande quelle forme va prendre ce dispositif et si le traitement des demandes sera rapide.

Le VP CA confirme que c'est bien l'objet de ce dispositif, le CROUS va intégrer ces demandes dans ses commissions hebdomadaires et les mises en paiement seront immédiates.

Monsieur Widendaele souhaite savoir ce qu'apporte de nouveau ce dispositif d'urgence géré par le CROUS qui propose par ailleurs plusieurs autres dispositifs d'aides sociales.

Le VP CA répond que désormais, le CROUS accepte de prendre en charge, en plus des demandes qu'il traite habituellement, les demandes que les étudiants avaient déposées auprès du FSDIE. Il s'agit, pour l'assistante sociale qui instruit les demandes, de les transmettre au CROUS et non au FSDIE tant que son fonctionnement ne sera pas rétabli.

Monsieur Widendaele demande si les montants des aides accordées par le CROUS seront équivalents à ceux du FSDIE.

Le Président assure qu'il y aura une égalité de traitement des dossiers.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

4. Ressources humaines :

4.1 Présentation du bilan des formations professionnelles au titre de l'année 2019 pour information

La parole est donnée à Monsieur Stéphane Bourdageau, Directeur des ressources humaines (DRH) (*cf. annexe point 4*).

Le bilan financier permet de constater la montée en puissance du plan de formation de l'établissement sur plusieurs années. Le budget du PUF est passé de 107 000 € en 2017 à 129 000 € en 2018 puis à 134 000 € prévus en 2019, pour atteindre 156 940 € après réévaluation durant l'année 2019.

L'augmentation du niveau de dépenses est due à une enveloppe conséquente dédiée aux formations collectives (96 705 €), mais surtout à une évolution très significative des demandes de formations individuelles (56 200 €). Ces formations individuelles ne figurent pas dans le plan universitaire de formation (PUF) initial tel qu'il est proposé, étant très spécifiques, mais elles font l'objet de demandes exprimées par les personnels et sont construites sur mesure. Ces formations sont assez pointues et permettent de donner satisfaction notamment à des actions de type développement de l'emploi.

Le DRH précise que le coût des formations porte essentiellement sur les enseignements, auxquels se greffent des coûts de transports, d'hébergement et de repas lorsque les personnels sont amenés à se former à l'extérieur.

L'objectif est de privilégier la venue de prestataires externes sur site, notamment pour les formations collectives, ce qui permettrait non seulement de former un plus grand nombre de personnels mais également de réduire les coûts.

Les actions collectives évoluent et représentent la plus grande part du volume total (62%), les formations individuelles sont relativement stables (36%), quant aux actions interministérielles et les formations offertes par la Préfecture (2%), toujours appréciées, sont probablement moins demandées par les personnels d'Avignon du fait qu'elles ne sont pas organisées sur site.

Sur l'année 2019, 267 agents de l'université ont pu être formés sur 147 actions réalisées ou engagées pour un total de 531 journées de stage.

Les actions les plus largement engagées concernent les formations relevant d'une part de l'environnement professionnel (connaissance du fonctionnement des universités, de la Fonction Publique et de son environnement) et d'autre part du domaine hygiène, santé et sécurité au travail.

La plupart des formations suivies sont relatives à des actions de type adaptation au poste de travail, néanmoins les actions relatives à l'acquisition de nouvelles compétences, à l'évolution des métiers et à la préparation aux concours rassemblent également un certain nombre de stagiaires.

Toutes les catégories de personnels sont représentées dans les formations avec une prédominance pour les catégories A qui ont de plus en plus recours au parcours managérial qui est proposé ; les agents de catégorie C sont les plus demandeurs en matière de préparation aux concours et les catégories B ont un peu moins recours à l'offre de formation.

Monsieur Bourdageau conclut la présentation de ce bilan en précisant que les formations standards sont toujours très choisies par le personnel, que l'objectif est d'amplifier les actions de formation et que la mise en place des actions individuelles, correspondant à des montages individuels, évolue pour répondre au mieux aux attentes de chacun.

La parole est donnée aux membres du CA.

Madame Sandra Poitevin demande comment sont choisis les organismes de formation, si l'établissement a recours à des partenariats ou à un marché.

Le DRH précise que le niveau des marchés en matière de formation a été relevé, aussi, peu de partenaires avoisinent ce seuil. L'établissement a donc la capacité de mettre en concurrence assez librement les prestataires. Les organismes de formation donnant satisfaction sont reconduits. Pour toute nouvelle action de formation, la DRH sollicite plusieurs devis et étudie les offres et les contenus pédagogiques. Il n'y a pas à ce jour de marché global de la formation mais une réflexion est engagée sur cette possibilité.

Monsieur Grégory Durand s'interroge sur le faible nombre de formations suivies par les enseignants-chercheurs.

Monsieur Bourdageau précise qu'il est assez difficile d'attirer le public des enseignants-chercheurs, possiblement dû à un manque de disponibilité pour suivre les temps de parcours de formation aussi longs que ceux qui sont proposés. L'offre de formation doit être repensée en tenant compte de ce facteur. Par ailleurs, les enseignants-chercheurs ont davantage recours à la formation individuelle, ayant accès à des réseaux différents et plus spécifiques à leurs besoins.

Monsieur Durand confirme que le manque de temps et les problèmes de calendrier ne permettent pas toujours aux enseignants-chercheurs de se positionner sur les actions proposées.

Prenant la parole, le VP CA ajoute que certains modules de formations sont proposés par les laboratoires et ces formations ne s'inscrivent pas dans le PUF. Certaines actions internes regroupent par ailleurs des personnels BIATSS et des enseignants-chercheurs.

Monsieur Fabrice Lefèvre s'étonne de l'absence de bilan qui témoignerait de la satisfaction des usagers.

Monsieur Bourdageau indique que chaque stagiaire de formation complète individuellement un questionnaire de satisfaction et que ces évaluations sont collectées et analysées afin d'apprécier l'opportunité de reconduire les actions de formation.

Madame Poitevin demande s'il existe également une évaluation « à froid » des actions de formation.

Le DRH précise que l'évaluation d'une formation à plus long terme est réalisée lors de l'entretien professionnel individuel (EPI) pour ce qui concerne les formations qui s'inscrivent dans les objectifs professionnels de l'agent.

Madame Poitevin demande si le compte personnel de formation (CPF) peut financer dans son intégralité tous types de formation.

Monsieur Bourdageau répond par l'affirmative, précisant que le CPF peut être mobilisé à la hauteur de la conversion en euros des heures disponibles sur le CPF, les compléments éventuels restant à la charge de l'agent avec une participation de l'établissement fixée à 10% en vertu d'une délibération du CA prise en 2018 après avis du CT. L'établissement contribue au financement de toutes les formations : 100% pour les formations professionnelles ; 10% pour des formations à caractère personnel.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

4.2 Approbation du plan universitaire de formation (PUF) au titre de l'année 2020

Le DRH indique que le plan de formation 2020 reprend toutes les formations standards dans tous les cursus de formation. De nouvelles formations sont venues enrichir le PUF 2020, notamment sur le volet environnement professionnel avec l'adjonction de l'action « Fonctionnement de la Fonction Publique et des différents ministères » mais aussi en matière de bien-être au travail, des formations largement sollicitées par les agents seront mises en place (les outils de gestion du stress et la sophrologie).

Le parcours management propose de nombreuses actions de formation : manager dans la complexité, le management participatif, la gestion d'équipe, la communication non violente... avec une nouveauté pour l'année 2020 qui sera la présentation par des grands témoins de l'évolution de l'enseignement supérieur et de la recherche.

De nouveaux modules ont été retenus dans les formations de préparation aux concours et examens professionnels (méthodologie de réponse aux questions, lecture rapide et efficace, rédaction d'un CV).

En termes de communication et de service aux usagers, deux nouvelles formations sont proposées : gestion des situations difficiles à l'accueil et argumenter et convaincre dans sa prise de parole.

Les formations en langues sont reconduites et sont souvent suivies par les personnels enseignants-chercheurs et enseignants.

Le PUF 2020 comprend également le cursus formation « directeur de thèse » ou « futur HDR », les formations dispensées par la mission APUI, les formations relatives aux métiers du livre et des bibliothèques, les formations en matière d'hygiène, de sécurité, de prévention des risques et des conditions de travail ainsi qu'une offre étoffée en bureautique.

Le plan de formation a été conçu à un niveau élevé puisqu'il représente plus de 136 000 € pour toutes les formations collectives, et qui s'élèverait à plus de 195 000 € si l'on y ajoute les formations individuelles en se basant sur le taux de l'année précédente, précisant qu'il s'agit d'une fourchette haute, on constate en effet régulièrement que toutes les formations collectives ne sont pas suivies et que la demande de formations individuelles est variable d'une année à l'autre. Ce budget sera donc réajusté en fonction des actions effectivement réalisées (*cf. annexe point 4*).

La parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Durand prend la parole et fait part d'une remontée qui lui a été faite en interne sur le volume horaire peut-être trop important de la formation dispensée de la Mission APUI auprès des néo enseignants-chercheurs venant quelque peu en contradiction avec la décharge de 42h qui leur est accordée.

Messieurs le Président, le VP CA, et le DRH s'accordent à dire que malgré toutes les qualités et l'intérêt de cette formation, il est nécessaire de redéfinir les contours de cette question afin de ne pas être trop contraignants.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet le PUF 2020 de l'établissement au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5. Formation

Le VP CA précise que les conventions objet des points 5.1 et 5.2 ont une incidence financière supérieure à 15 000 € et nécessitent d'être soumises au vote du CA.

5.1 Approbation de l'avenant n°2 à la convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et l'Association pour le Développement du Télétravail et du Temps partagé (A2T) au titre de l'année universitaire 2019-2020

Cet avenant définit les modalités de coopération entre Avignon Université et A2T dans le cadre de plusieurs formations portées par le SFTLV (*cf. annexe point 5.1*).

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet l'avenant n° 2 de la convention de coopération pédagogique entre Avignon Université et A2T au titre de l'année universitaire 2019-2020 au vote du CA.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5.2 Approbation de la convention de coopération conclue entre Avignon Université et la Direction interrégionale des services pénitentiaires PACA/Corse (DISP) au titre des années universitaires 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022

Cette convention définit les modalités de coopération entre Avignon Université et la DISP PACA/Corse dans le cadre de la mise en œuvre du diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) porté par le SFTLV au profit des détenus du centre pénitentiaire du Pontet (*cf. annexe point 5.2*).

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la convention de coopération conclue entre Avignon Université et la DISP au titre des années universitaires 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 au vote du CA.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6. Approbation du projet de calendrier d'ouverture et de fermeture de l'établissement au titre de l'année universitaire 2020-2021

Le calendrier d'ouverture et de fermeture de l'établissement au titre de l'année universitaire 2020-2021 ne comporte pas de changement notable par rapport à celui de l'année en cours. La parole est donnée à Monsieur Fathie Boubertekh, Directeur Général des Services (DGS), pour présenter ce point (*cf. annexe point 6*).

Monsieur Boubertekh rappelle que le calendrier est établi en fonction du calendrier pédagogique. Les deux semaines de congés de fin d'année et les cinq semaines de congés estivaux restent inchangées, le contingent de 18 jours est toujours laissé à la convenance des personnels et le pont de l'Ascension est reconduit.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux administrateurs.

Monsieur Eric Wenzel s'interroge sur la possibilité d'une ouverture plus large d'Avignon Université, faisant remarquer que certaines universités françaises et étrangères sont ouvertes toute l'année. Cette question est reprise par Monsieur Durand et Madame Poitevin.

Le VP CA indique que cette requête, à l'égard de laquelle la gouvernance n'a pas d'opposition de principe, doit être appréhendée à la lumière de la diversité des besoins et des intérêts des services et composantes et implique un long parcours de consultation et de dialogue dans les différentes instances (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail – CHSCT, Comité technique - CT, organisations syndicales). Le Président ajoute que certaines demandes spécifiques ont déjà été déposées et que des dérogations ont été accordées. Toute proposition construite, structurée et motivée sera étudiée avec une grande bienveillance.

Reprenant la parole, le DGS précise qu'il convient de tenir compte de la complexité réglementaire à gérer les demandes dérogatoires, notamment en matière de cumul des congés. Cependant, chaque année, la direction répond favorablement aux demandes qui lui sont présentées.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet le projet de calendrier d'ouverture et de fermeture de l'établissement au titre de l'année universitaire 2020-2021 au vote du CA sous réserve de concordance avec le calendrier pédagogique 2020-2021.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (2 abstentions)**

7. Questions diverses

Le VP CA introduit la question de Monsieur Widendaele relative aux délais de rémunération des étudiants vacataires.

Prenant la parole, Monsieur Widendaele alerte sur les délais de rémunération des étudiants vacataires (+/-2 mois entre la réalisation des heures et la rémunération) et qui peuvent se révéler préjudiciables en termes de précarité étudiante.

Le DRH précise que les délais de paiement font l'objet d'une attention toute particulière au sein de l'établissement et l'objectif visé est une rémunération au mois le mois. Cet objectif est presque atteint au sein d'Avignon Université.

Toutefois, afin que ce délai de paiement puisse être respecté, cela suppose que les conditions suivantes soient réunies :

- La complétude du dossier de recrutement avec toutes les pièces justificatives, acheminé avant la première intervention ;
- La transmission des états de liquidation signés permettant de faire remonter les heures réellement effectuées, avec validation du service fait par le directeur de service ou de composante qui a procédé au recrutement et ce dans le respect du calendrier de paie imposé par la Direction Régionale des Finances Publiques, généralement avant le 5 du mois qui suit la prestation.

Lorsque le paiement intervient au bout de deux mois, cela signifie qu'un train de paie a été sauté car les documents n'ont pas été transmis dans les délais impartis.

Prenant la parole, Madame Fanny André demande s'il existe une solution pour mettre en place des avances.

Monsieur Bourdageau précise que les avances sont interdites en comptabilité publique et cède la parole à l'Agent comptable pour davantage d'explications.

Monsieur Houziel confirme que la notion d'avance ne s'entend pas en comptabilité publique et que le paiement ne peut pas intervenir avant le service fait. Seuls des acomptes en cas d'absence de pièce qui retarderait la mise en paiement peuvent être consentis après constatation du service fait.

Monsieur Houziel ajoute que l'Agence comptable est extrêmement sensible et réactive sur ce sujet, dès lors que les états de liquidation arrivent, ils sont immédiatement mis en paiement.

Pour conclure, Monsieur Bourdageau indique qu'une application a été mise en place depuis deux ans permettant de générer un traitement beaucoup plus rapide des situations ; cette application intégralement dématérialisée, renseignée lors de la constitution d'un premier dossier, sert à la fois au dépôt des pièces sans avoir à les renouveler d'une année sur l'autre, mais également à la gestion des flux entre le gestionnaire du service ou de la composante et la DRH. Cet outil qui permet d'identifier les gestionnaires en charge des dossiers et suivre l'avancée du traitement des pièces a contribué à accélérer le processus.

Le cadre global ayant été présenté, le VP CA invite Monsieur Widendaele à se rapprocher de la DRH pour toute précision complémentaire.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h50.

Le Président d'Avignon Université

Philippe ELLERKAMP

